

Médaille Senghor

La plus haute distinction de la Francophonie décernée à Boureima Jacques KI, Secrétaire général sortant de la CONFEMEN



La Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean, a décerné la médaille Senghor à M. KI Boureima Jacques, Secrétaire général de la CONFEMEN en fin de mission après 2 mandats de 4 ans.

La cérémonie de distinction a eu lieu le 4 décembre 2018 au siège de l'OIF à Paris en présence de l'Administrateur de l'OIF, des Représentants de l'Ambassade du Burkina Faso en France et d'une forte délégation de la CONFEMEN présente à Paris dans le cadre de la réunion du Comité scientifique du PASEC (Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN).

Mme Jean a loué les qualités professionnelles de M. KI qui ont permis de relever beaucoup de défis notamment la réalisation des évaluations internationales des apprentissages à travers une grande réforme du PASEC et la mise en place de l'Observatoire de la qualité de l'éducation. La Secrétaire générale a témoigné de sa satisfaction face à ce bilan, dans la mesure où, dira-t-elle, « pendant les 4 années de mon mandat, j'ai eu une attention quotidienne et un souci constant d'une Francophonie qui contribue de façon concrète aux efforts internationaux et aux politiques nationales en matière d'éducation et de formation ».

SOMMAIRE

Médaille Senghor décernée à Boureima Jacques KI (Suite).....	2
Décoration du Secrétaire général dans l'Ordre national du Lion	3
La CONFEMEN au XVII ^e Sommet de la Francophonie	4
Réunion extraordinaire du comité de pilotage du PASEC.....	6
PASEC 2019 : Atelier bilan de la mise à l'essai.....	7
Atelier sur l'Observatoire de la qualité de l'Éducation	8
Atelier sur l'Observatoire de la qualité de l'Éducation (Suite)	9
Observatoire : les participants à l'atelier s'expriment... ..	10
Renforcement du partenariat CONFEMEN - Banque mondiale	11
Séminaire international « APPRENDRE ».....	11
Réunion de l'équipe spéciale internationale sur les enseignants.....	12
Réunion sur l'Éducation 2030 Bruxelles.....	13
Conférence internationale sur la relance de l'EPS à l'école.....	14
Interview du Secrétaire général de la CONFEMEN	15
Les dernières publications de la CONFEMEN	16

En saluant la contribution de tous les membres de la CONFEMEN aussi bien au niveau du Secrétariat technique permanent qu'au niveau des pays, Mme Michaëlle Jean s'adresse à M. Kl Boureima Jacques en ces termes : « votre contribution aux politiques éducatives a été remarquable, en particulier en ce qui concerne la réussite de la réforme du PASEC, la mise en place de l'Observatoire de la qualité de l'Education et le renforcement de la visibilité et de la notoriété de la CONFEMEN au niveau international. Je tiens à vous dire combien la Francophonie vous félicite et vous remercie très chaleureusement pour votre dévouement ».

Médaille dédiée à tous les enseignants, les apprenants et les autres acteurs de l'éducation

Le Secrétaire général de la CONFEMEN, tout en affirmant que l'éducation est la clef de la réussite, a dédié cette médaille à tous les enseignants, du préscolaire au supérieur ; à tous les apprenants, en particulier les filles et les femmes en quête du savoir. Cette dédicace est faite également à tous les autres acteurs de l'éducation : les décideurs, les experts, les partenaires techniques et financiers, les chercheurs, les parents d'élèves, les organisations de la société civile, les correspondants nationaux de la CONFEMEN, les membres des équipes nationales du PASEC et de l'Observatoire de la qualité de l'éducation.

Pour M. Kl, c'est sa modeste personne qui reçoit la médaille, mais c'est le monde de l'Education qui a été honoré par la Secrétaire générale de la Francophonie. De son point de vue, il n'y a pas meilleure motivation et meilleure interpellation d'aller de l'avant. « C'est la preuve que ce que nous faisons chaque jour est observé et apprécié par les plus hautes autorités. Nous sommes tous invités à aider les enfants à aller et à réussir à l'école. Mettons-nous à l'école de la réussite et le monde changera » dira-t-il.

Le secrétaire général de la CONFEMEN a lui également reconnu que la réforme du PASEC a été une réussite. A travers cette réforme, la CONFEMEN a renforcé les missions du PASEC qui est passé d'un programme d'évaluation nationale à un programme d'évaluation internationale « qui rayonne aujourd'hui à travers le monde entier et qui est même qualifié par certains comme le programme d'évaluation le plus crédible du continent africain. Il est donc nécessaire de l'accompagner et de le soutenir ».

En plus, il a souligné les enjeux et l'importance de l'Observatoire de la qualité de l'Education mis en place sous son mandat. Pour lui, il s'agissait d'apporter une réponse et une contribution à l'amélioration de la qualité de l'éducation après le bilan de l'EPT qui reconnaît que l'accent a été mis sur l'accès et qu'il convenait désormais de mettre beaucoup plus d'accent sur la qualité.

Le Secrétaire général de la CONFEMEN a tenu à parler de deux autres actions importantes de la CONFEMEN. Il s'agit d'abord de la production de connaissances en sciences de l'éducation à travers la publication des documents de réflexion et d'orientation qui dégagent des pistes de réflexion et d'actions pour l'amélioration des politiques éducatives. Il s'agit ensuite de l'adoption de l'appel de Rabat à l'issue du séminaire sur le financement de l'éducation. A travers les conclusions de ce séminaire, la CONFEMEN apporte des solutions à l'épineuse question du financement de l'éducation de manière durable.

M. Boureima Jacques Kl a terminé ses propos en réitérant ses remerciements à la Secrétaire générale de la Francophonie pour toute la considération et pour tout ce qu'elle a fait pour le développement du capital humain au cours de son mandat à la tête de la Francophonie et pendant ses responsabilités antérieures.



Décoration du Secrétaire général sortant de la CONFEMEN

KI Boureima Jacques élevé au grade d'Officier dans l'Ordre national du Lion

À l'occasion de la fin de sa mission à la CONFEMEN, Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, a pris la décision d'élever le Secrétaire général au grade d'Officier dans l'Ordre national du Lion. La cérémonie de remise de cette distinction a eu lieu le 27 décembre 2018 à Dakar, sous la présidence du ministre de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Francophonie.

Le ministre Mbagnick Ndiaye a salué les qualités professionnelles du Secrétaire général qui ont permis à la CONFEMEN de relever de nombreux défis, notamment la réussite de la réforme du PASEC et la mise en place de l'Observatoire de la qualité de l'Éducation.

Le Secrétaire général pour sa part a remercié les autorités du Sénégal pour cette distinction qu'il a dédiée à toute la communauté éducative. Il a saisi l'occasion pour renouveler ses remerciements au gouvernement sénégalais pour les locaux et le personnel cadre mis à la disposition de la CONFEMEN et qui permettent à l'Institution de réaliser ses missions d'appui à l'amélioration des systèmes éducatifs.

au cours de cette cérémonie, M. Mahaman Lawan SERIBA, ancien Directeur du comité international des Jeux de la Francophonie a reçu également la même distinction.



Témoignage de M. Kalidou DIALLO, ancien ministre de l'Éducation nationale du Sénégal

« C'est en tant que président de la CONFEMEN que j'ai eu le bonheur de participer à son choix comme Secrétaire général de la CONFEMEN. Il y avait beaucoup d'autres candidats mais je peux témoigner qu'il a été le meilleur. Le renouvellement de son mandat en 2014 ainsi que les reconnaissances et distinctions qu'il a



obtenues à la fin de ses deux mandats de Secrétaire général de la CONFEMEN, sont les preuves de ses qualités professionnelles. Je peux aussi témoigner de ses qualités humaines pour avoir collaboré et suivi les activités de la CONFEMEN durant les 8 ans de sa mission, d'abord en tant que Président en exercice de la CONFEMEN et ensuite en tant que Président de l'Association d'Appui au Développement et à la qualité de l'éducation pour Tous en Afrique (Adequet/Afrique) dont je suis le président. C'est un militant de l'éducation à qui je dis bon vent.»

Témoignage de Mme Andrée Marie Diagne, Présidente du Réseau des professeurs de français pour l'éducation des filles et la formation des femmes en Afrique (REPROF-EFFA)

« Boureima Jacques KI, c'est d'abord un style, c'est un homme pétri de valeurs humaines qui font que chacun et chacune de nous se reconnaissent en lui, se sent proche de lui, car il donne à tous l'estime de soi. Boureima Jacques KI c'est la courtoisie, un sourire accueillant, avenant et discret. Je mets au défi ses collaborateurs les plus proches de nous dire quel jour ils l'ont vu fâché. Pour autant, me référant au témoignage du Professeur Boubacar Niane du Comité scientifique du PASEC, je dirai aussi que l'homme est un négociateur ferme dans ses principes et ouvert aux discussions. C'est un homme qui a le sens de l'écoute avec un petit trait de l'humour et un enracinement profond dans sa culture d'origine. Il n'en est pas moins un manager reconnu au plan international pour son leadership prospectif et un chef d'équipe qui met la main à la patte.»



La CONFEMEN au XVII^e Sommet de la Francophonie « Le vivre ensemble est un impératif »



Le XVII^e Sommet de la Francophonie s'est tenu les 11 et 12 octobre 2018, à Erevan, en Arménie. Les Chefs d'État et de gouvernement ont débattu des grands enjeux mondiaux et de la contribution de la Francophonie pour y répondre, notamment autour de la question du Vivre ensemble qui constituait la thématique principale des travaux.

La CONFEMEN était représentée à ce Sommet par son Secrétaire général M. KI Boureima Jacques, le Secrétaire général entrant, le Professeur Abdel Rahamane BABA-MOUSSA et la Correspondante nationale de la CONFEMEN du Canada Nouveau Brunswick, Mme Sophie LACROIX. La délégation a également participé, aux sessions de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) et du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF).

A cette 35^e session de la CMF, la délégation de la CONFEMEN a porté la voix des ministres de l'Éducation qui adhèrent et soutiennent les valeurs incarnées par le thème du XVII^e Sommet de la Francophonie. Pour les ministres en charge de l'éducation, « le vivre ensemble » est un impératif, voire une obligation. Pour la CONFEMEN, l'école est le lieu de prédilection du vivre ensemble, en ce sens que les apprenants et les enseignants viennent de divers horizons et de diverses familles avec, chacun, ses caprices, ses talents, son patrimoine culturel et génétique (religion, langue, émotions, repères de valeurs...). Dans la communication de la CONFEMEN, on note que c'est à l'école, à l'université et au centre de formation que l'on développe le plus et le mieux « le vivre ensemble » à travers l'acquisition d'un certain nombre de valeurs universelles, notamment : la tolérance ; le partage, le

soutien mutuel, la solidarité, l'écoute de l'autre, l'honnêteté, la franchise, le courage, la lutte contre l'incertitude, la peur, le développement et la culture de la confiance en soi et à autrui, la compréhension et l'acceptation de l'autre malgré nos différences.

Au cours de ce Sommet, les Chefs d'État et de gouvernement ont adopté plusieurs textes dont l'Appel pour le Vivre ensemble et la résolution sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme.

Le XVIII^e Sommet de la Francophonie se tiendra à Tunis, en Tunisie, en 2020.



Réunion du comité scientifique du PASEC

La mise à l'essai de l'évaluation PASEC2019 au cœur des discussions



Le comité scientifique du PASEC s'est réuni, en session ordinaire, les 6 et 7 décembre 2018, à Paris, en présence du Secrétaire général de la CONFEMEN, M. KI Boureima Jacques et sous la présidence de M. Boubacar Niane, son Président par intérim.

Les membres du comité scientifique ont examiné plusieurs points qui avaient trait principalement au bilan de la mise à l'essai de la deuxième évaluation internationale du PASEC qui sera réalisée en 2019, dans 15 pays d'Afrique subsaharienne francophone. En rappel, les pays participant à l'évaluation PASEC2019 sont : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, RD Congo, Sénégal, Tchad et Togo.

Le Secrétaire général de la CONFEMEN a situé l'importance de cette réunion du comité scientifique du PASEC en ce sens qu'elle devait permettre de valider les productions faites par le PASEC dans le cadre de la préparation du PASEC2019 et de proposer des pistes d'orientation à suivre pour réussir l'évaluation.

Les points inscrits à l'ordre du jour portaient sur le rapport des activités exécutées par le Programme entre janvier et novembre 2018, le point sur la mise à l'essai des instruments et procédures de l'évaluation PASEC2019, notamment le fonctionnement des items, le plan d'action 2019 et d'autres points inscrits dans les divers. Pour chaque point, le PASEC a fait une présentation aux membres du comité scientifique et a répondu aux différentes préoccupations soulevées lors des discussions. Le point sur le fonctionnement des items a été faite par Monsieur Christian Monseur, en sa qualité de

Consultant ayant réalisé l'analyse psychométrique des items de la mise à l'essai.

Au terme des deux jours de travaux, le comité scientifique a donné des orientations, formulé des recommandations qui visent à réussir l'évaluation internationale PASEC2019. Les membres du comité scientifique ont procédé également à la confirmation, par acclamation, de M. Boubacar Niane comme Président du comité.

Il convient aussi de noter que le Secrétaire général a saisi l'occasion pour présenter aux membres du comité, la médaille Senghor que la Secrétaire générale de la Francophonie lui a décernée le 4 décembre dernier au siège de l'OIF à Paris. Pour lui, au-delà de sa personne, la médaille représente une reconnaissance du travail réalisé ces dernières années par la CONFEMEN et en particulier dans le cadre du PASEC. Aussi dira-t-il, en s'adressant aux membres du CS : « Cette médaille est également la vôtre, vous qui jouez un rôle important dans la reconnaissance scientifique des travaux du PASEC ». Les pays sont satisfaits de notre contribution au développement des systèmes éducatifs a fait remarquer le Secrétaire général.

A l'occasion de cette dernière réunion du comité scientifique sous le mandat de M. KI Boureima Jacques, le Président du comité, au nom de tous les membres, a témoigné de sa reconnaissance au Secrétaire général pour son sens de responsabilité et son leadership qui ont permis à la CONFEMEN et à son programme PASEC de relever de nombreux défis et de se positionner au niveau mondial comme un programme majeur d'évaluation des acquis dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne.

RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU COMITE DE PILOTAGE DU PASEC

Renforcer les efforts de mobilisation des ressources financières



Le comité de pilotage du PASEC s'est réuni, en session extraordinaire, les 19 et 20 septembre 2018, à Dakar, au Sénégal, sous la présidence de Joseph Richard GERARD, Vice-ministre, représentant le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Canada Nouveau Brunswick, Président en exercice de la CONFEMEN.

Les membres du comité de pilotage ont examiné tous les points qui étaient inscrits à l'ordre du jour ; notamment le rapport technique et financier du PASEC pour le premier semestre 2018 ; le plan de réaménagement budgétaire de la programmation 2018.

Au cours de ce Comité de pilotage, le PASEC a également fait le point sur la mise à l'essai des instruments et procédures de l'évaluation PASEC2019 qui s'est déroulée dans les pays participants. Les échanges ont également porté sur le financement et la situation des ressources humaines du Programme.

En plus de l'adoption des documents, le Comité de pilotage a donné des orientations pour le bon fonctionnement du programme en insistant notamment sur les efforts à poursuivre pour la mobilisation des ressources financières. Les partenaires ont été invités à poursuivre leur soutien à la CONFEMEN dans le cadre de l'évaluation PASEC2019. Les pays ont également été invités à respecter leurs engagements vis-à-vis du PASEC.

En rappel, le Comité de pilotage du PASEC est chargé, entre autres, d'assurer le pilotage opérationnel et stratégique du Programme en définissant les orientations du Programme selon le mandat donné par le Bureau de la CONFEMEN, en validant la programmation pluriannuelle et les partenariats ainsi que les rapports d'activités et d'audit.



Evaluation PASEC 2019

Le PASEC fait le bilan de la mise à l'essai

La Confemem a organisé du 14 au 16 novembre 2018 à Liège en Belgique, un atelier bilan de la mise à l'essai de l'évaluation PASEC2019. Cet atelier a regroupé les conseillers techniques du PASEC autour de l'équipe des experts de l'Université de Liège qui accompagnent le PASEC dans la rénovation des items et l'expert du PASEC en charge des analyses psychométriques.

Tenue dans les locaux de l'université de Liège, cette rencontre visait à faire le point global du déroulement de la mise à l'essai des instruments et procédures dans les pays et établir un bilan des résultats psychométriques des items sur la base du rapport de l'analyse psychométrique dans chaque discipline. Il était également attendu de cet atelier une sélection des items qui intégreront les épreuves finales des élèves et des enseignants du PASEC2019 et une mise à jour des banques d'items en explicitant les choix pour chaque discipline.

En effet la stratégie de rénovation des tests de l'évaluation PASEC2019 (début primaire, fin primaire et enseignant) prévoit une mise à l'essai des instruments dont les données sont exploitées à travers une analyse psychométrique permettant de sélectionner les items pertinents pour la finalisation des épreuves.

Cet atelier fait suite à une analyse psychométrique réalisée sur les items et aux critères retenus pour la rénovation des épreuves (objectifs quantitatifs et qualitatifs établis au début de la révision des épreuves) tout en analysant les tables de spécification des différentes disciplines.

A ce propos, le coordonnateur du PASEC M. Hilaire Hounkpodoté a fait une présentation sur l'organisation de la mise à l'essai et les principales conclusions issues de cette opération.



A sa suite les participants ont eu droit à une présentation de M. Christian MONSEUR, expert du PASEC en charge des analyses psychométriques, afin de faciliter la lecture des résultats de l'analyse psychométrique réalisée sur les données de la mise à l'essai. Ces présentations ont suscités des échanges entre les participants et les présentateurs qui ont permis de stabiliser le modèle de présentation de l'épreuve finale du PASEC2019 et de valider les tableaux de spécification attendus à la fin du processus de sélection.

A l'issue des travaux de groupe composés de deux groupes dont l'un consacré à la thématique de Compréhension de l'écrit et l'autre consacré aux mathématiques, l'atelier a permis de retenir l'ensemble des questions qui intégreront les épreuves finales PASEC2019 pour les élèves et les enseignants et de mettre à jour la banque des items. Les prochaines étapes de travail permettront de finaliser les épreuves physiques et électroniques nécessaires à la collecte de données.



Observatoire de la qualité de l'Éducation

Atelier de validation du premier rapport périodique et de formulation de la phase 2



La CONFEMEN a organisé du 21 au 23 novembre 2018 à Saly, un atelier de restitution et de validation du 1^{er} rapport périodique de l'Observatoire de la qualité de l'éducation (OQÉ). Cet atelier a aussi été l'occasion de formuler la phase 2 de ce programme de la CONFEMEN et d'en dresser les perspectives. Il fait suite à la réunion avec des partenaires techniques en mars 2015 et à l'atelier qui a réuni les représentants des pays et des partenaires autour du projet-pilote en novembre 2016.

Le discours d'ouverture a été prononcé par le Secrétaire général, M. Boureima Jacques KI en présence des représentants du corps diplomatique, des Institutions partenaires, et des pays membres du projet-pilote de l'OQÉ ainsi que des membres du Secrétariat technique permanent. « Le projet pilote de l'Observatoire de la qualité de l'éducation a fait partie des points importants discutés lors des dernières Conférences ministérielles de la CONFEMEN. Au cours de la 58^e session ministérielle tenue en mai 2018

au Canada Nouveau-Brunswick, les ministres ont apprécié la qualité du travail réalisé et validé le rapport de l'Observatoire sous réserve de sa finalisation », c'est en ces termes que le Secrétaire général a dit toute l'importance du projet pilote de l'Observatoire et la nécessité de cet atelier de restitution et de validation.

Les travaux ont débuté par une présentation du bilan de la phase pilote de l'OQÉ. Cette phase pilote a connu un succès illustré par la contribution effective de tous les pays membres, il y'a eu également des difficultés liées au financement et à la collecte de données. Des échanges sur de nouvelles pistes de réflexion ont émergé afin d'améliorer certains points notamment en mettant l'accent sur l'aspect qualitatif des données, en incluant le préscolaire, la problématique de la langue d'apprentissage ainsi que l'éducation physique et sportive. À la suite du bilan, le rapport périodique a été également présenté par les membres de l'équipe de l'OQÉ aux participants pour susciter des échanges et des commentaires



en vue de sa finalisation. À cet effet, les participants ont été répartis en deux groupes composés chacun des représentants des pays qui ont participé à cette phase pilote ainsi que des partenaires de la CONFEMEN dans le cadre de ce programme.

Dans la dynamique de s'enquérir des expériences des observatoires déjà existantes, trois présentations ont été faites par des partenaires de la CONFEMEN. Il s'agit du projet développé par l'IPE-Pôle de Dakar concernant le pilotage de la qualité de l'éducation dans les pays d'Afrique subsaharienne ; de l'Observatoire de la Parité du Sénégal qui a pour rôle principal d'observer le niveau de parité dans les différents secteurs socioéconomiques du pays ; et des observatoires régionaux de la qualité de l'éducation permettant d'examiner la qualité de l'éducation au niveau local au Sénégal et mis en place par la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (COSYDEP).

Sur les perspectives de l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation, il ressort de cet atelier : 1) la volonté de constituer un comité d'experts en charge de la validation des données et plus généralement des travaux de l'OQÉ, 2) l'élargissement du projet aux quinze pays PASEC en plus du Liban et de Maurice, 3) la nécessité de définir un modèle économique permettant d'assurer la durabilité du projet.

Dans son discours de clôture, le Secrétaire général a exprimé sa satisfaction vis-à-vis des conclusions des travaux qui ont permis de finaliser le rapport en prenant en compte les orientations de la 58^e conférence ministérielle. Il a souligné que tout début est difficile surtout la question de financement, invitant l'ensemble des participants à poursuivre leur engagement, à surmonter les épreuves et à faire de cet outil un organe contribuant à améliorer la qualité de l'éducation dans les pays membres.

Rappelons que l'Observatoire est un programme qui s'appuie sur les analyses du PASEC et sur les résultats d'autres enquêtes

institutionnelles, pour analyser la qualité de l'éducation selon sept déterminants : 1) l'efficacité interne du système, 2) les enseignants (recrutement, formation, motivation, utilisation), 3) l'environnement scolaire, 4) l'équité, 5) la gouvernance du secteur éducation (système, écoles et établissements, décentralisation, dialogue social), 6) le financement, 7) l'efficacité externe du système éducatif.

Le premier rapport périodique de l'Observatoire a concerné huit pays, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Île Maurice, le Liban, Madagascar, le Mali, la RD Congo et le Sénégal. Il dresse une cartographie de la qualité de l'éducation dans ces huit pays et formule quelques recommandations fortes parmi lesquelles : 1) renforcer la collecte et améliorer la qualité des données relatives à l'éducation, 2) traiter avec une forte volonté politique le décrochage scolaire, 3) généraliser l'accès à l'éducation et à la protection de la petite enfance, 4) améliorer la qualité de la formation des enseignants et 5) affecter des ressources financières suffisantes au secteur et assurer une répartition équitable entre les différents sous-secteurs (éducation et protection de la petite enfance, primaire, secondaire, supérieur).



Atelier sur l'Observatoire de la qualité de l'éducation

Des participants s'expriment



M. François Kubindikila, Directeur chef de service de la Direction d'information pour la gestion de l'Éducation /Congo

L'Observatoire de la qualité de l'Éducation est un outil très utile pour nous parce qu'il nous permet de faire le suivi de la qualité de l'éducation. Nous au Congo, nous avons fait de la qualité une préoccupation majeure. Nous avons institué depuis 2015 le quinquennat de la qualité et dans la stratégie sectorielle de l'éducation pour la période 2016-2025 l'un des axes stratégiques est l'amélioration de la qualité de l'éducation d'où l'importance de l'Observatoire pour nous. L'observatoire vient également en appui à l'ODD 4 parce qu'il permet de produire des indicateurs.

Dans le souci de l'amélioration et de la généralisation de l'Observatoire il faut beaucoup plus de communication autour de l'OQE et mettre à la disposition des pays tout ce qu'il faut pour que l'observatoire puisse fonctionner notamment un appui technique et financier.

M. Amidou DIEDHIOU, Membre de la Coordination exécutive nationale de la COSYDEP

L'Observatoire est d'abord et avant tout une combinaison d'expériences, de forces et une synergie d'action pour un but commun. La qualité de l'éducation paraît être le maître mot dans les différentes rencontres sur l'éducation. La venue de l'Observatoire pour nous qui sommes de la société civile est une excellente chose que chacun doit préserver et savoir comment utiliser au seul profit des systèmes éducatifs de nos pays respectifs.

Il faut cependant élargir l'éventail des sources d'informations et dans chaque pays il faut que les acteurs soient intéressés à donner les informations et surtout les données. Il faut être aussi le plus inclusif possible et le plus méthodique pour qu'on arrive à asseoir un outil solide qui puisse être vulgarisé à l'ensemble des pays de la CONFEMEN.



M. Malick SANOKHO, Chef de Division des Statistiques, Ministère de l'Éducation nationale/Sénégal

Il est reconnu aujourd'hui que la principale préoccupation des pays en termes d'éducation est la qualité. L'Observatoire vient dans un contexte où les pays sont dans un besoin d'informations sur la qualité pour pouvoir agir de façon conséquente. C'est ce que l'OQE a compris avec l'ambition de produire des rapports, des indicateurs relatifs à la qualité de l'éducation car pour contribuer à l'amélioration de la qualité il faut informer, indiquer les données les plus fiables pour faciliter la prise de décisions.

L'Observatoire a une tâche importante attendue. Il faut améliorer la stratégie de collecte de données et définir une stratégie de communication pour la visibilité de l'Observatoire.

M. Mamadou FOFANA, Directeur des stratégies, de la planification et des statistiques/ Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle/Côte d'Ivoire

Notre défi après l'accès à l'éducation est la qualité de l'éducation. Elle permet aux apprenants d'avoir les acquis scolaires nécessaires à leur formation pour pouvoir faire d'eux de très bons employés demain. L'Observatoire de la qualité de l'Éducation est non seulement très importante mais aussi la bienvenue. Nous devons rapidement faire en sorte que dans chaque pays nous puissions mettre en place les équipes et pouvoir travailler à ce que l'OQE soit une réalité. L'OQE permettra à nous praticiens d'aller au-delà des indicateurs que nous avons l'habitude de produire.

Il faut que les différentes personnes qui ont participé à la première étape soient stabilisées afin qu'elles puissent avoir au fil du temps une plus grande lisibilité et visibilité sur l'Observatoire.



Partenariat CONFEMEN - Banque mondiale

La Directrice sectorielle de l'Éducation en visite de travail à la CONFEMEN

Le Secrétaire général de la CONFEMEN, M. KI Boureima Jacques, a reçu, le 12 décembre 2018 au siège de la CONFEMEN, une délégation de la Banque mondiale conduite par Mme Meskerem. MULATU, Directrice sectorielle de l'Éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le Secrétaire général a saisi l'occasion pour renouveler ses remerciements à la Banque mondiale pour le partenariat stratégique entre les deux Institutions qui s'est traduit par l'appui financier de la Banque à l'évaluation PASEC2014.

La discussion entre les deux parties a porté sur l'évaluation internationale PASEC2019 avec des perspectives d'intégration de pays anglophones comme la Gambie et le Ghana. La Banque mondiale a affirmé sa disponibilité à accompagner les discussions pour une éventuelle participation de ces deux pays anglophones au PASEC2019.

Les échanges ont également porté sur l'Observatoire de la qualité de l'Éducation. Les représentants de la BM ont exprimé leur intérêt pour l'OQE. Ils ont également souligné leur disponibilité à suivre l'évolution du projet dans la mesure où il est en adéquation avec la vision de production des données dans le cadre de l'ODD4.

La Directrice, venue de Washington, était accompagnée de Messieurs Mouhamed Moustapha LO, Économiste de l'éducation, et Kamil Hamoud Abdel WEDOUD, Spécialiste principal en éducation du Bureau de Dakar. Le Secrétaire général de la CONFEMEN, quant à lui, était assisté du Coordonnateur du PASEC, M. Hilaire Hounkpodoté et du Conseiller en politiques éducatives, M. Guy-Roger KABA.



Séminaire international « APPRENDRE »

Pour un développement professionnel des enseignants

Dans le cadre de son nouveau programme « APPRENDRE », l'AUF, avec l'appui de l'AFD, a organisé à Paris les 18 et 19 décembre 2018, un séminaire international sur le thème « Les outils et ressources de formation au service du développement professionnel des enseignants ». Ce séminaire a réuni, des délégations des ministères chargés de l'éducation primaire et secondaire du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Liban, de Madagascar, du Mali, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal et du Tchad, ainsi que des partenaires de l'AUF.

Dans son intervention à la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire général de la CONFEMEN a salué le talent des initiateurs de cet acronyme « APPRENDRE ». Pour KI Boureima Jacques, « APPRENDRE » est un assemblage harmonieux de lettres qui nous donne un verbe d'action qui résume en lui-même l'objectif fondamental des systèmes d'éducation et de formation. Cet acronyme émanant de : « Appui à la Professionnalisation des Pratiques Enseignantes et au Développement de Ressources », représente, selon M. KI, un programme d'actualité et tout au long de la vie.

Pour le Secrétaire général de la CONFEMEN, le programme « APPRENDRE », arrive à point nommé, dans la mesure où les systèmes éducatifs des pays d'Afrique subsaharienne sont vraiment confrontés au défi de l'amélioration de la qualité des acquis scolaires. Ce programme axé sur la professionnalisation des pratiques enseignantes et le développement des ressources pédagogiques, travaillera en synergie et en complémentarité avec d'autres programmes en cours de mise en œuvre dans les mêmes pays francophones d'Afrique subsaharienne francophone, a fait remarquer le Secrétaire général. Il a fait allusion au PASEC, à l'Observatoire de la qualité de l'Éducation (OQE), à l'IFADEM et au Programme régional d'appui au pilotage de la qualité de l'éducation de l'IPE - Pôle de Dakar.

Il a terminé ses propos en appelant à une complémentarité dans les initiatives « qui est indispensable pour plus d'impact de nos actions et de nos projets francophones sur le terrain au profit de la réussite des millions d'élèves concernés par ces différents programmes ».

Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030

11^e forum de dialogue politique à Montego Bay en Jamaïque



La CONFEMEN a participé, en tant que l'un des points focaux et membre du comité directeur, à la réunion annuelle du comité directeur et au 11^e Forum de dialogue politique de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030 tenu du 05 au 09 novembre 2018 à Montego Bay, en Jamaïque, autour du thème : « Renforcer la formation des enseignants : condition préalable à un enseignement et à un apprentissage de qualité ».

A l'occasion de ce forum, la CONFEMEN a été reconduite comme membre du comité directeur de l'équipe spéciale sur les enseignants, pour un nouveau mandat de deux ans. La CONFEMEN et l'Organisation internationale du Travail (OIT) sont les deux membres représentant les organisations intergouvernementales au sein du comité directeur.

La réunion annuelle du comité directeur s'est déroulée le 5 novembre 2018. Au cours de cette réunion, les membres du comité ont adopté le rapport annuel de l'équipe spéciale, le projet d'activités et budget pour 2019. Le comité a également pris note du rapport financier provisoire de 2018 et donné des orientations pour la finalisation du plan stratégique 2018-2021 de l'équipe spéciale.

Les travaux du forum quant à lui, se sont déroulés autour de quatre (04) sous-thèmes : Connaissances, aptitudes et compétences pour le développement des enseignants ; Formation des enseignants : compétences et aptitudes pour le travail ; Promotion de l'égalité des chances pour tous en matière d'apprentissage par la formation des enseignants.

Le forum a regroupé de centaines de participants, dont des décideurs politiques, des chercheurs, des formateurs d'enseignants, des enseignants, des institutions

internationales, des représentants et partenaires du secteur du développement et des organisations de la société civile.

La déclaration finale du 11^e forum de dialogue politique adoptée par les participants, contient des recommandations pertinentes qui visent l'amélioration de la condition de travail du personnel enseignant. Au nombre des recommandations prises lors de ce 11^e forum, figurent les points ci-après :

- Les partenaires internationaux devraient intensifier leurs efforts pour élaborer des définitions et des classifications consistantes pour enseignants qualifiés et formés, ainsi que pour renforcer les mécanismes de coopération et d'établissement des rapports afin de garantir le suivi intégral de l'objectif 4.c de l'Objectif de Développement Durable.
- Les gouvernements devraient garantir un financement adéquat de tous les biens publics, y compris la force enseignante, principalement grâce à une mobilisation des ressources nationales fondée sur des politiques budgétaires socialement justes, à des mesures rigoureuses contre la corruption et les flux financiers illégaux, à des politiques enseignantes et des pratiques de déploiement des enseignants efficaces et effectives mises au point avec l'implication totale des enseignants et de leurs organisations, et à la poursuite de la mobilisation des ressources externes pour compléter les ressources nationales des pays.

Comme indiqué dans la Déclaration de Montego Bay, il convient de noter que la formation des enseignants devrait avant tout permettre aux enseignants de préparer les apprenants à s'engager de manière critique et active dans l'avenir, afin qu'ils puissent construire l'avenir juste et équitable qu'ils souhaitent.

Programme mondial Éducation 2030

La CONFEMEN a participé à la réunion mondiale de l'éducation à Bruxelles



La CONFEMEN a pris part du 3 au 5 décembre 2018 à la réunion mondiale sur l'éducation à Bruxelles en Belgique. Cette rencontre était une initiative de l'UNESCO en sa qualité d'agence chef de file et coordinatrice du programme Éducation 2030 avec le soutien du gouvernement belge. La CONFEMEN a été représentée à cette grande réunion par M. Ludovic LEVASSEUR et Mme Anne-Marie LACASSE du pôle politiques éducatives.

Cette réunion de haut niveau ayant réuni trois jours durant des organisations multilatérales, de la société civile, de la profession enseignante, de la jeunesse et du secteur privé, avait pour objectifs d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière d'éducation et des engagements pris dans le programme de développement durable à l'horizon 2030. Il était également question de dresser le bilan des progrès accomplis et d'identifier les domaines prioritaires stratégiques nécessitant des orientations et des interventions pour la réalisation effective du programme mondial Éducation 2030.

La CONFEMEN a participé à un panel de discussion à l'issue d'un atelier sur la protection de la petite enfance et Éducation préscolaire.

Le thème de cet atelier correspond à celui de la 58^e de la CONFEMEN qui a porté sur le thème : «Favoriser le développement de la petite enfance et garantir l'accès à une éducation préscolaire équitable et de qualité : un socle pour la réussite des apprentissages». Ce fut donc l'occasion de présenter les conclusions issues du Document de Réflexion et d'Orientation (DRO) qui est l'aboutissement d'un travail de recherche et d'analyse sur ce thème. À travers les échanges d'expérience et des études, ce DRO donne des éclairages à même de guider la prise de décisions des gouvernants pour le développement de la petite enfance et pour un accès à une éducation préscolaire équitable et de qualité. Dans sa communication, la délégation a égrené quelques recommandations issues du DRO qui mettent l'accent sur le partenariat en matière de financement et de gouvernance.

Cette réunion a été surtout marquée par l'adoption de la déclaration de Bruxelles qui fixe les orientations de l'éducation pour les quatre prochaines années à travers huit domaines prioritaires. Cette déclaration met l'accent sur l'inclusion et la scolarisation préscolaire des migrants.

L'intégralité du rapport est disponible sur : https://en.unesco.org/sites/default/files/2018-12-07_brussels_declaration.pdf

Conférence internationale sur la relance de l'EPS à l'école Vers l'adoption d'un plan d'action



En collaboration avec le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports du Bénin, la CONFEJES et la CONFEMEN ont organisé à Cotonou, les 26 et 27 novembre 2018, la Conférence internationale sur la relance de l'Éducation physique et sportive (EPS) dans les différents ordres d'enseignement des États et gouvernements membres de la Francophonie.

La conférence avait pour objectif de fédérer les décideurs politiques, les autorités académiques et les partenaires (sociaux, techniques et financiers) en vue de produire un document d'orientation et son plan d'action en faveur d'une relance, surtout qualitative, de l'enseignement de l'EPS dans les différents cycles d'enseignement.

Environ, une centaine de participants dont des ministres, des partenaires techniques et financiers, des experts nationaux et internationaux dans le domaine de l'EPS, des représentants des organisations internationales, notamment l'OIF, l'UNESCO, l'AIMF, la Fédération Internationale du Sport Universitaire (FISU), la Fédération Internationale de l'Éducation Physique (FIEP), l'UNICEF, l'OMS, TV5 Monde, ont pris part à cette rencontre de haut niveau.

Une Conférence introductive présentée par le Consultant M. Adama Guiro SENE et portant sur « l'état des lieux de l'enseignement de l'EPS et du sport en milieu scolaire et universitaire dans l'espace francophone » a permis d'introduire les travaux, organisés sous forme d'ateliers.

Le premier atelier portant sur le thème « la formation des enseignants d'EPS non spécialistes au niveau préscolaire et primaire » a été introduit par un exposé de M. Alain LAITAT, Administrateur général du Sport de la Fédération Wallonie Bruxelles. Son intervention s'est articulée en deux parties. La première partie a porté sur des rappels théoriques qui ont contribué à animer les débats. La deuxième partie a présenté la situation de l'EPS en Fédération Wallonie-Bruxelles aux fins d'échanges de bonnes pratiques.

Le deuxième atelier a discuté du thème de la « valorisation de la fonction de l'enseignant de l'EPS ». Il a été introduit par une communication du Professeur Kossivi ATTIKLEME, Directeur de l'Institut national de la Jeunesse, de l'Éducation physique et sportive de Porto Novo au Bénin. Celle-ci a mis en relief les différentes valeurs fondamentales de l'EPS et celles portant sur son usage comme moyen didactique principal dans les systèmes éducatifs.

Le troisième atelier consacré à « l'apport de l'EPS à la santé et à la réussite scolaire » a été animé par Mme Eudoxie ADOPO, kinésologue et professionnelle en relation d'aide à la « Méthode Écoute Ton Corps » (METC). Sa communication est partie des conclusions de la recherche scientifique qui abondent dans le même sens : la pratique régulière de l'activité physique a des effets bénéfiques pour la santé globale de l'individu à tous les âges. Elle a mis l'accent sur la sensibilisation face à la méconnaissance de l'importance du volet santé de l'activité physique à tous âges.

Les travaux des ateliers ont été présentés et adoptés par la plénière à l'issue de laquelle des recommandations ont été formulées pour enrichir le document projet de Déclaration et son plan d'action.

Il convient de souligner que la cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Oswald Homeky, Ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports du Bénin, en présence de M. Daouda AZOUIPIOU, Ministre des Sports et des Loisirs du Burkina Faso, de M. Paulin DANHO, Ministre des Sports de Côte d'Ivoire, de Mme Véronique BRUNEAUX, Ambassadrice de France au Bénin, de M. Bouramah Ali Harouna, Secrétaire général de la CONFEJES, de M. Jacques Boureima KI, Secrétaire général de la CONFEMEN, de M. Yao IDO, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO/Abuja et de M. Youssef ARRIF, Représentant de l'Administrateur de l'OIF. Toutes ces personnalités ont pris la parole pour saluer la tenue de la Conférence et situer les enjeux et les défis actuels qui commandent la relance de l'EPS.

La Déclaration issue de cette Conférence appelée « Déclaration de Cotonou » ainsi que son plan d'action seront adoptés par l'ensemble des ministres de la CONFEJES et de la CONFEMEN, en 2019, lors des prochaines réunions des instances des deux Institutions.



Interview du Secrétaire général sortant de la CONFEMEN

BOUREIMA Jacques KI: «Nous avons mis l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'éducation en réformant le PASEC et en mettant en place l'observatoire de la qualité de l'éducation».

Confemen Infos (CI): Monsieur le Secrétaire général, à l'heure où vous apprêtez à passer le témoin à votre successeur, avez-vous le sentiment d'un devoir accompli ?

Secrétaire Général (SG) : Oui j'ai le sentiment d'avoir accompli mon devoir pour plusieurs raisons : j'ai eu de très bons collaborateurs, j'ai eu du soutien de la part des pays, notamment les ministres. Nous avons toujours pu exécuter notre planification à un taux de réalisation satisfaisant. En faisant le bilan des huit années, je suis vraiment satisfait de ce que nous avons fait en équipe.

CI : quelle a été la place de la CONFEMEN dans les débats internationaux sur les défis de l'éducation durant votre double mandat de 2011 à 2018 ?

SG : Oui, il y a eu de grands débats sur le bilan de l'éducation pour tous (2000-2015). Nous avons participé aux grandes réunions mondiales et régionales menées dans le cadre de ce bilan. Nous avons contribué à l'élaboration du programme des quinze ans à venir, appelé « Éducation 2030 ». La CONFEMEN a vraiment participé et contribué à la définition du nouvel agenda de l'éducation et a pu défendre ses positions quant aux grands défis et enjeux. Lorsque vous prenez tous les thèmes qui ont été traités au niveau du cadre d'action Education 2030, vous verrez que les ministres de l'Éducation de la CONFEMEN ont eu à débattre de toutes ces questions.

CI: Quelles ont été les principales contributions de la CONFEMEN sur la question de la qualité de l'éducation durant votre mandat ?

SG : Quand on refait l'historique de la CONFEMEN, il apparaît qu'elle a toujours contribué à la réflexion pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. En ces huit années, nous avons mis l'accent sur l'amélioration de la qualité, d'abord en réformant le PASEC, qui est le programme d'analyse des systèmes éducatifs pour en faire un programme international d'évaluation des acquis scolaires avec un avantage comparatif qui est la comparaison des résultats entre les pays et voir les systèmes qui sont performants. En plus des rapports du PASEC, nous venons d'initier et de mettre en place un nouvel outil : l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation(OQE) qui rassemble une batterie d'indicateurs et permet de collecter les données et les analyser pour alimenter les politiques éducatives.



CI: Huit ans à la tête d'une institution intergouvernementale ne peuvent se passer sans aucune difficulté. Quelles ont été les principaux obstacles auxquels vous avez fait face pendant votre mandat ?

SG : La mobilisation des ressources financières ! Les contributions des pays, ce n'était pas facile; il fallait chaque fois les relancer, pour mobiliser les ressources, surtout pour la réforme du PASEC, car il fallait faire une réforme en termes de méthodologie et de gouvernance afin d'amener le programme vers un système d'autofinancement avec une gestion plus ou moins autonome. Il fallait trouver beaucoup de ressources pour pouvoir financer ces actions. Ensuite, nous étions dans un contexte très compliqué où l'avenir de la CONFEMEN était en jeu. Il y a eu ce dialogue très difficile à mener et nous avons pu convaincre les uns et les autres avec notre message qui était que la CONFEMEN a plus que jamais sa place à jouer et sa contribution à apporter au développement des systèmes d'éducation et de formation.

CI : Votre fin de mandat a été marquée par des reconnaissances. Une bourse octroyée par le Canada Nouveau Brunswick, la décoration dans l'ordre national du lion, la Médaille Senghor de l'OIF. Comment percevez-vous ces distinctions ?

SG : Je perçois ces distinctions avec humilité. Je pense que nous avons travaillé dans la discrétion mais tout le monde nous observait. Je pense que ce sont des gestes de reconnaissance de notre travail, pour toute l'équipe de la CONFEMEN, et qui nous donne davantage des motifs de satisfaction. Je pense également que ces décorations nous invitent à faire d'avantage, et invite l'équipe de la CONFEMEN à ne pas baisser les bras, à continuer à faire ce qu'ils sont en train de faire. Je suis comblé de toutes ces distinctions honorifiques, et c'est vraiment au nom de tous mes collaborateurs. Je dirai que c'est le monde de l'éducation qui a été honoré à travers ma modeste personne.

CI : Quels sont vos vœux à l'endroit des acteurs de l'Éducation ?

SG : Mon vœu le plus ardent c'est la stabilité au niveau des systèmes éducatifs francophones. Nous avons fait le bilan, chaque année nous sommes la zone la plus en retard par rapport au reste du monde, en termes de qualité de l'éducation et d'accès. Nos indicateurs montrent que l'on a accumulé un grand retard par rapport au reste du monde. Donc un des souhaits est qu'il y ait vraiment cette stabilité, et que le dialogue politique engagé entre les enseignants et les pouvoirs publics se renforce, et que chaque acteur comprenne que sans un bon système éducatif dans un pays, il n'y aura pas de développement durable. Le développement durable se base sur des systèmes éducatifs performants.

À mon successeur, je présente mes vœux de succès et de réussite. Je souhaite qu'il puisse être à l'écoute du personnel et que le personnel lui manifeste son soutien entier pour que la CONFEMEN continue à rayonner à travers le monde entier.

Les dernières publications de la CONFEMEN



Document de réflexion et d'orientation sur le développement l'Éducation et de la protection de la petite enfance

Ce DRO est la résultante des études et réflexions menées autour du thème de la 58e session ministérielle : « Favoriser le développement de la petite enfance et garantir l'accès à une éducation préscolaire équitable et de qualité : un socle pour la réussite des apprentissages ». Des recommandations ont été formulées pour contribuer au développement de la petite enfance et de l'éducation préscolaire équitables.



Financement durable de l'Éducation : Quelles stratégies faut-il envisager ?

Cette publication est relative aux actes du séminaire sur le financement de l'éducation organisé par la CONFEMEN en décembre 2017. Elle comporte une note introductive portant sur les défis de financement de l'éducation par rapport aux cibles de l'éducation 2030 ; la synthèse des travaux ; les recommandations formulées sous forme d'appel dit « Appel de Rabat » et les différentes communications.



Rapport périodique 2018 de l'Observatoire de la qualité de l'éducation

Ce premier rapport périodique est la résultante du travail réalisé dans le cadre de la phase pilote. Il permet de dresser une cartographie de l'évolution de la qualité de l'éducation dans les huit pays pilotes en se basant sur les données du PASEC2014, de l'ISU (Institut Statistique de l'UNESCO), de la Banque mondiale et de la fiche de collecte élaborée à partir de la matrice des indicateurs de l'OQÉ

CONFEMEN *infos*

est un trimestriel consacré à l'actualité, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN.

Il est publié par le Secrétariat technique permanent.

Directeur de publication : KI Boureima Jacques
Rédacteur en chef : Abobacar Sy
Collaboration : Anne Penda Sène, Ndiaga Mahip Diop,
Abdoul Salam Zongo
Équipe du PASEC
Équipe du Pôle politiques éducatives
Équipe du Pôle gestion

Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN
Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 3^e étage
Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3220 Dakar-SENEGAL
Tél. : 221 33 859 29 90
Fax : 221 33 825 17 70
Email : confemen@confemen.org